

Maandelijke participatie BEF	Netto-inkomsten				
	Zonder persoon ten laste (*)	1 persoon ten laste	2 personen ten laste	3 personen ten laste	3 personen en + ten laste
	van/tot	van/tot	van/tot	van/tot	van/tot
7 000	50 001-100 000	55 001-100 000	60 001-100 000	65 001-100 000	70 001-100 000
8 000	meer dan 100 000	meer dan 100 000	meer dan 100 000	meer dan 100 000	meer dan 100 000

(*) De geplaatste jongere wordt niet als ten laste beschouwd.

Gezien om bijgevoegd te worden aan het besluit van 20 december 1995.

Eupen, 20 december 1995.

De Minister-President,
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,
K.-H. LAMBERTZ

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1180

29 FEVRIER 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant le règlement relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement organisés par la Commission communautaire française

[C - 31184]

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution coordonnée du 17 février 1994;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province de Brabant vers la Province du Brabant wallon, la Province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, modifié le 16 mars 1995;

Considérant que la scission de la Province de Brabant implique la nécessité d'adapter les dispositions du règlement organique général des établissements provinciaux d'enseignement adopté par son Conseil provincial le 27.04.93 et en particulier, celles qui sont relatives aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement;

Vu l'avis exprimé par la Commission paritaire locale en date du 1er décembre 1995;

Sur la proposition du Ministre, Membre du Collège, chargé de l'enseignement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Aspects généraux

Article 1er. En vue d'assurer le maintien de l'ordre et de la discipline, des mesures d'ordre et des mesures disciplinaires peuvent être prises à l'égard des élèves.

Le régime disciplinaire qui leur est applicable détermine l'échelle des peines qui peuvent être prononcées, la procédure à suivre, les droits de la défense qu'il convient de respecter et l'(les) autorité(s) compétente(s) en la matière.

Art. 2. Toute sanction disciplinaire doit être proportionnelle à la gravité des faits et aux antécédents individuels. Elle ne peut être fondée que sur des faits précis.

La matérialité des faits doit être établie par écrit soit dans des notes, des rapports, des avis dans les journaux de classe, des procès-verbaux de conseil de classe, etc... pour servir en matière de preuves. Ces écrits doivent être datés et signés par leurs auteurs.

Lorsque les griefs sont d'une certaine gravité ou lorsqu'ils se répètent, ils sont portés chaque fois à la connaissance des élèves majeurs ou des parents des élèves mineurs, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par un écrit signé attestant qu'ils en ont eu connaissance.

Les renvois collectifs ne sont pas autorisés; chaque cas doit être examiné en particulier.

Art. 3. Le dossier disciplinaire d'un élève n'est pas transmissible d'établissement à établissement.

CHAPITRE II. — Mesures d'ordre

Art. 4. Les mesures d'ordre ont pour objet d'amener l'élève à améliorer un comportement qui, sans mettre en péril la bonne marche de l'école, y fait néanmoins entrave et à se conformer aux exigences de la bonne collaboration entre tous.

Les mesures d'ordre sont :

1. la réprimande;

2. la retenue ou une peine de substitution consistant en travaux en réparation des effets de tout acte ou abstention dommageable ou conformes à l'activité scolaire de l'élève;

3. le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de tous les cours.

Art. 5. Les mesures d'ordre peuvent être accompagnées de devoirs supplémentaires imposés par le membre du personnel qui a décidé la mesure.

Ces devoirs sont choisis de façon à contribuer au développement intellectuel et moral de l'élève. Ils ne peuvent, en aucun cas, consister en des tâches matérielles de pure copie répétitive.

Les devoirs supplémentaires sont examinés et corrigés par le membre du personnel qui les a imposés.

Art. 6. Sauf circonstances exceptionnelles, aucune mesure d'ordre ne peut être appliquée sans que l'élève soit préalablement entendu par le membre du personnel qui envisage de la prononcer.

La relation des faits entraînant l'application d'une mesure d'ordre doit figurer au journal de classe de l'élève et être visée par les parents de l'élève s'il est mineur ou par l'élève, s'il est majeur.

Dans l'enseignement supérieur, la relation des faits est consignée dans une note visée par l'étudiant.

Art. 7. La réprimande est décidée par les membres du personnel enseignant ou par les membres du personnel auxiliaire d'éducation, par le chef d'établissement ou par son délégué.

Art. 8. La retenue ou la peine de substitution sont décidées par le chef d'établissement ou son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée d'un membre du personnel.

Elles ont lieu sous la surveillance d'un membre du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation. Leur durée est de deux heures au minimum et de quatre heures au maximum.

Art. 9. Le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de l'ensemble des cours, dont la durée est en principe d'un maximum de trois jours ouvrables et ne peut, en aucun cas, excéder cinq jours, est décidée par le chef d'établissement ou son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée d'un membre du personnel.

Pendant son renvoi temporaire, l'élève doit être présent dans l'établissement et y effectuer les travaux qui lui sont imposés.

Le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de tous les cours doit être motivé formellement et être notifié, par lettre recommandée ou par lettre remise avec accusé de réception, à l'élève majeur ou à ses parents s'il est mineur.

CHAPITRE III. — Mesures disciplinaires

Art. 10. Les mesures disciplinaires se définissent comme la réaction légitime de la communauté éducative face à un comportement d'élève qui représente un danger pour le bon fonctionnement de l'établissement.

La mesure disciplinaire a pour effet de priver celui qui en fait l'objet du bénéfice qu'il retire de l'enseignement.

Les mesures disciplinaires sont :

1. l'exclusion temporaire
2. l'exclusion définitive

Les mesures disciplinaires constituent des sanctions graves.

Art. 11. L'exclusion temporaire de l'établissement est décidée par le chef d'établissement ou par son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée du conseil de classe ou d'un membre du personnel.

Sa durée ne peut excéder cinq jours ouvrables.

Art. 12. L'exclusion définitive de l'établissement est une mesure exceptionnelle.

Elle est prononcée par le chef d'établissement.

Elle ne peut être prononcée que si les faits dont l'élève s'est rendu coupable portent atteinte au renom de l'établissement ou à la dignité ou à l'intégrité physique ou psychologique du personnel ou des autres élèves, ou compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou font subir un préjudice matériel ou moral grave aux personnes ou aux biens.

Elle peut également être prononcée lorsque l'élève ne suit pas assidûment et régulièrement les activités d'enseignement prévues au programme de l'année d'étude dans laquelle il est inscrit, notamment lorsque le total de ses absences non justifiées excède soixante demi-journées dans l'enseignement supérieur ou quarante demi-journées dans les autres niveaux d'enseignement.

CHAPITRE IV. — Procédure en matière d'exclusion définitive

Art. 13. Dans tous les cas, le chef d'établissement ou son délégué entend l'élève afin de discuter de la matérialité des faits justifiant une sanction.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal signé par l'élève.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition du chef de l'élève ou son refus de signer le procès-verbal d'audition est constatée par un écrit daté et signé par deux membres du personnel non-compris la personne qui a procédé à l'audition.

Art. 14. Le chef d'établissement informe les parents ou l'élève majeur des griefs retenus contre l'élève et de la constitution d'un dossier disciplinaire à sa charge.

Art. 15. Si la peine d'exclusion définitive est envisagée par le chef d'établissement, le conseil de classe, auquel se joindra un représentant du centre psycho-médico-social, est convoqué.

Le conseil de classe prend connaissance des faits et émet un avis sur la mesure d'exclusion définitive. Cet avis est versé au dossier.

Il est tenu compte de la gravité des faits reprochés à l'élève, de ses antécédents et de son comportement.

Art. 16. L'élève et ses parents, s'il est mineur, sont convoqués en vue de leur audition, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins cinq jours ouvrables avant la date de comparution.

La lettre de convocation doit mentionner :

- 1° les faits reprochés à l'élève;
- 2° la mesure disciplinaire envisagée par le chef d'établissement;
- 3° le lieu, le jour et l'heure de l'audition;
- 4° le droit des intéressés de se faire assister par un défenseur de leur choix;
- 5° le lieu, les jours et heures auxquels le dossier disciplinaire peut être consulté.

Cette audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Si l'élève et ses parents refusent de signer le procès-verbal ou émettent des réserves, il en est fait mention.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition du chef de l'élève ou de ses parents, ou leur refus de signer le procès-verbal d'audition est constatée par un écrit daté et signé par deux membres du personnel non-compris la personne qui a procédé à l'audition.

Art. 17. Le chef d'établissement peut décider d'initiative ou à la demande de l'élève ou de ses parents s'il est mineur d'entendre des témoins supplémentaires.

Il entend les témoins et établit un procès-verbal qu'il joint au dossier.

Il prévient l'élève ou les parents de l'élève, s'il est mineur, de l'existence de ces nouvelles pièces, par lettre recommandée et de leurs modalités de consultation.

Il en donne lecture à l'élève et à ses parents qui sont invités à le signer.

Art. 18. L'élève ne peut se soustraire à une enquête relative à son comportement.

Il est tenu de comparaître personnellement devant l'autorité disciplinaire.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition de l'élève et/ou de ses parents, s'il est mineur, est constatée par un écrit daté et signé par deux membres du personnel non-compris la personne qui a procédé à l'audition.

Cette absence ne suspend pas la procédure.

Art. 19. L'exclusion définitive prononcée par le chef d'établissement est notifiée par lettre recommandée à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur.

Il y est fait mention de l'existence d'un droit de recours et de ses modalités.

Il appartient aux parents de l'élève exclu de l'inscrire dans une autre école, aussi longtemps qu'il est soumis à l'obligation scolaire.

La direction de l'établissement et le centre psycho-médico-social qui en assure la guidance apportent, dans la mesure du possible, leur aide à la réinsertion scolaire de l'élève exclu.

Art. 20. Lorsque l'intérêt de l'établissement l'exige, le chef d'établissement peut, par mesure conservatoire, en attendant l'issue d'une procédure d'exclusion définitive, interdire l'accès de l'établissement à l'élève qui en fait l'objet.

Cette décision est notifiée à l'élève ou à ses parents, s'il est mineur, soit par lettre recommandée ou lettre remise avec accusé de réception à l'élève ou à ses parents, s'il est mineur, qui en la signant attesteront en avoir eu connaissance.

Elle ne peut être prononcée pour un terme excédant un mois.

CHAPITRE V. — Recours en matière d'exclusion définitive

Art. 21. Un recours au Ministre, Membre du Collège chargé de l'enseignement, peut être introduit à l'encontre de la décision d'exclusion définitive prononcée par le chef d'établissement.

Ce recours doit être motivé et peut être accompagné d'un mémoire écrit.

Ce recours et son mémoire doivent être introduits dans un délai de quinze jours calendrier à dater de la notification de la décision du chef d'établissement.

Ils doivent être adressés par pli recommandé au chef d'établissement, lequel les transmettra immédiatement, en même temps que le dossier disciplinaire, à l'Administration qui fera rapport au Membre du Collège chargé de l'enseignement.

Ce recours n'est pas suspensif de la décision d'exclusion définitive.

Art. 22. Le Ministre se prononce sur le recours dans un délai de deux mois à dater de son introduction.

Passé ce délai, le recours est sensé être rejeté.

CHAPITRE VI. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 23. Les articles 41 à 54 du règlement du Conseil provincial du Brabant du 27 avril 1993 organique général des établissements provinciaux d'enseignement dont la langue est le français, sont abrogés.

Art. 24. Toutefois, les procédures visant à l'application d'une mesure d'ordre ou d'une mesure disciplinaire entamées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sur base du règlement du Conseil provincial du Brabant du 27 avril 1993 doivent être poursuivies selon les dispositions de ce règlement.

CHAPITRE VII. — Disposition finale

Art. 25. Le Membre du Collège, compétent pour la matière visée par le présent arrêté, est chargé de l'exécution de celui-ci.

Bruxelles, le 29 février 1996.

Par le Collège :

H. HASQUIN,
Président du Collège

E. TOMAS,
Membre du Collège, chargé de l'Enseignement

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL HOOFDSTAD

N. 96 - 1180

[C - 31184]

29 FEBRUARI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de tuchtmaatregelen die van toepassing zijn op de leerlingen van de onderwijsinstellingen die horen bij de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 163 en 166 van de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overdracht, zonder vergoeding van personeel en goederen, rechten en verplichtingen van de Provincie Brabant naar de Provincie Waals-Brabant, de Provincie Vlaams-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 houdende de Brusselse instellingen en naar de federale overheid, gewijzigd op 16 maart 1995;

Overwegende dat de opsplitsing van de Provincie Brabant de noodzaak inhoudt de bepalingen aan te passen van het algemeen reglement houdende de organisatie van de provinciale onderwijsinstellingen aangenomen door de Provincieraad op 27.04.93 en in het bijzonder deze die betrekking hebben op de tuchtmaatregelen die van toepassing zijn op de leerlingen van de onderwijsinstellingen;

Gelet op het advies van de plaatselijke paritaire commissie van 1 december 1995;

Op voorstel van de Minister, Lid van het College, belast met het onderwijs;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Er kunnen orde- en tuchtmaatregelen genomen worden ten aanzien van de leerlingen voor het behoud van de orde en de discipline.

Het disciplinair regime dat hen wordt opgelegd bepaald de strafmaat die kan uitgesproken worden, de te volgen procedure, de rechten op verdediging die dienen nageleefd te worden en de bevoegde overhe(id)den ter zake.

Art. 2. Iedere tuchtmaatregel dient evenredig te zijn met de ernst van de feiten en met de individuele antecedenten. Hij dient enkel gebaseerd te zijn op de nauwkeurige feiten.

De materialiteit van de feiten moet schriftelijk worden vastgesteld hetzij in nota's, verslagen, mededelingen in de schoolagenda's, verslagen van de klasseraad, enz. om te dienen als bewijs. Deze documenten moeten gedateerd en ondertekend worden door de opstellers ervan.

Indien de klachten een zekere graad van ernst bereiken of wanneer deze zich herhalen, worden de meerderjarige leerlingen of de ouders van de minderjarige leerlingen hier telkens van op de hoogte gebracht, hetzij bij aangetekend schrijven, hetzij door een ondertekend document dat bewijst dat zij er kennis van genomen hebben.

Collectieve uitsluiting is niet toegestaan, ieder geval dient afzonderlijk onderzocht te worden.

Art. 3. Het disciplinair dossier van een leerling mag niet overgedragen worden naar een andere instelling.

HOOFDSTUK II. — *Ordemaatregelen*

Art. 4. De ordemaatregelen hebben als doel de leerling ertoe aan te zetten zijn gedrag te verbeteren welk, zonder de goede werking van de school in gevaar te brengen, deze nochtans belemmert en er hem toe aanzet zich te richten naar de vereisten van de goede onderlinge samenwerking.

De ordemaatregelen zijn:

1. de berisping;
2. het nablijven of een vervangingsstraf die bestaat uit het herstel van de gevolgen van om het even welke handeling of schadelijke onthouding of in verband met de schoolactiviteit van de leerling;
3. de tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle cursussen.

Art. 5. De ordemaatregelen kunnen gepaard gaan met bijkomende taken die het personeelslid, welk beslist heeft tot de maatregel, oplegt.

Deze taken worden zorgvuldig gekozen, zodat zij bijdragen tot de intellectuele en morele ontwikkeling van de leerling. Zij mogen in geen geval bestaan uit taken waarin steeds hetzelfde geschreven moet worden.

De bijkomende taken zullen onderzocht en verbeterd worden door het personeelslid dat deze heeft opgelegd.

Art. 6. Hetzij in uitzonderlijke omstandigheden kan er geen enkele ordemaatregel worden opgelegd zonder dat de leerling vooraf werd gehoord door het personeelslid dat deze wenst uit te spreken.

Het feitenrelaas dat de ordemaatregel meebrengt moet in de schoolagenda van de leerling vermeld staan en worden ondertekend door de ouders van de leerling indien deze minderjarig is, of door de leerling indien deze meerderjarig is.

In het hoger onderwijs moet het feitenrelaas in een nota verwerkt dat ondertekend wordt door de student.

Art. 7. De berisping wordt beslist door de leden van het onderwijzend personeel of door de leden van het onderwijzend hulp personeel, door het schoolhoofd of door zijn afgevaardigde.

Art. 8

Het nablijven of de vervangingsstraf worden beslist door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde op zijn initiatief of op het gemotiveerd voorstel van een personeelslid.

Zij vinden plaats onder toezicht van een lid van het onderwijzend personeel of van het onderwijzend hulp personeel.

De duur ervan bedraagt minimum twee en maximum vier uur.

Art. 9. De tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle klassen met in principe een maximumduur van drie werkdagen en in geen enkel geval meer dan vijf dagen, wordt beslist door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde, op zijn initiatief of op een gemotiveerd voorstel van een personeelslid.

Gedurende de tijdelijke verwijdering moet de leerling aanwezig zijn in de school en er de taken uitvoeren die hem worden opgelegd.

De tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle klassen moet uitdrukkelijk worden gemotiveerd en ter kennis gebracht van de meerderjarige leerling of van zijn ouders indien deze minderjarig is, bij aangetekende brief of bij brief met ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK III. — *Tuchtmaatregelen*

Art. 10. De tuchtmaatregelen worden gezien als een wettelijke reactie van de opvoedende gemeenschap ten aanzien van het gedrag van een leerling die een gevaar betekent voor de goede werking van de instelling.

De tuchtmaatregel heeft als gevolg degene die er het voorwerp van uitmaakt het voordeel te ontnemen die hij geniet van het onderwijs.

De tuchtmaatregelen zijn:

1. De tijdelijke uitsluiting
2. De definitieve uitsluiting

De tuchtmaatregelen zijn ernstige sancties.

Art. 11. De tijdelijke uitsluiting uit de instelling wordt beslist door de school of door zijn afgevaardigde op zijn initiatief of op een gemotiveerd voorstel van de klasseraad of een personeelslid.

De duur ervan mag niet langer zijn dan vijf werkdagen.

Art. 12. De definitieve uitsluiting uit de instelling is een uitzonderlijke maatregel.

Deze wordt uitgesproken door het schoolhoofd.

Deze kan enkel worden uitgesproken indien de feiten waaraan de leerling schuld heeft een inbreuk betekenen op de naam van de inrichting of op de waardigheid of de fysische of psychologische integriteit van het personeel of van andere leerlingen of de organisatie of de goede werking van de instelling in gevaar brengen of een ernstige materiële of morele schade toebrengen aan personen of goederen.

Deze kan tevens worden uitgesproken indien de leerling niet voldoende nauwgezet of regelmatig de onderwijsactiviteiten bijwoont die voorzien zijn op het programma van het schooljaar waarvoor hij ingeschreven is, meer bepaald wanneer het totaal van de niet-gerechtigde afwezigheden zestig halve dagen overschrijdt in het hoger onderwijs of veertig halve dagen in de andere onderwijsniveau's.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure inzake definitieve uitsluiting*

Art. 13. In ieder geval moet het schoolhoofd of zijn afgevaardigde de leerling horen om een gesprek te hebben over de materiële feiten die leiden tot een sanctie.

Van de hoorzitting wordt een verslag opgemaakt dat ondertekend wordt door de leerling.

Het niet verschijnen of het verzaken op de hoorzitting uit hoofde van de leerling of zijn weigering het verslag van de hoorzitting te ondertekenen wordt vastgesteld in een document dat gedateerd en ondertekend wordt door twee personeelsleden andere dan de persoon die overgegaan is tot de hoorzitting.

Art. 14. Het schoolhoofd licht de ouders of de meerderjarige leerling in over de klachten tegen de leerling en over de samenstelling van een disciplinair dossier ten zijne laste.

Art. 15. Indien de definitieve uitsluiting wordt overwogen door het schoolhoofd, dan moet de klasseraad samenkomen met een vertegenwoordiger van het psycho-medisch-sociaal centrum.

De klasseraad neemt kennis van de feiten en brengt een advies uit over de maatregel tot definitieve uitsluiting. Dit advies wordt toegevoegd aan het dossier.

Er wordt rekening gehouden met de ernst van de feiten welke de leerling worden verweten, met zijn antecedenten en met zijn gedrag.

Art. 16. De leerling en zijn ouders, indien deze minderjarig is, worden ten minste vijf werkdagen voor de datum van de hoorzitting opgeroepen, bij aangetekend schrijven brief met ontvangstbewijs.

De oproepingsbrief moet volgende elementen omvatten:

- 1° de feiten die de leerling worden verweten;
- 2° de tuchtmaatregel die wordt overwogen door het schoolhoofd;
- 3° de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting;
- 4° het recht van de belanghebbenden om zich te doen bijstaan door een verdediger van hun keuze;
- 5° de plaats, dagen en uren waarop het disciplinair dossier kan geraadpleegd worden.

Van deze hoorzitting wordt een verslag opgemaakt.

Indien de leerling en zijn ouders weigeren het verslag te ondertekenen of een voorbehoud maken, wordt hiervan melding gemaakt.

Het niet-verschijnen of verzaken aan de hoorzitting in hoofde van de leerling of van zijn ouders of hun weigering het verslag van de hoorzitting te ondertekenen wordt vastgelegd in een document dat gedateerd en ondertekend wordt door twee personeelsleden waarbij de persoon die overgegaan is tot de hoorzitting niet is inbegrepen.

Art. 17. Het schoolhoofd kan op eigen initiatief of op aanvraag van de leerling of van zijn ouders, indien deze minderjarig is, om bijkomende getuigen te horen.

Hij hoort de getuigen en stelt een verslag op dat hij toevoegt aan het dossier.

Hij verwittigt de leerling of de ouders van de leerling, indien hij minderjarig is, van het bestaan van deze nieuwe stukken, bij aangetekende brief en hoe zij deze kunnen raadplegen.

Er wordt lezing van gegeven aan de leerling en zijn ouders die uitgenodigd worden dit te ondertekenen.

Art. 18. De leerling kan zich niet onttrekken aan een onderzoek met betrekking tot zijn gedrag.

Hij is gehouden persoonlijk te verschijnen voor de tuchtcommissie.

Het niet-verschijnen of verzaken aan de hoorzitting in hoofde van de leerling en/of zijn ouders, als hij minderjarig is, wordt vastgesteld in een document dat gedateerd en ondertekend wordt door twee personeelsleden andere dan de persoon die overgegaan is tot de hoorzitting.

Deze afwezigheid schort de procedure niet op.

Art. 19. De definitieve uitsluiting uitgesproken door het schoolhoofd wordt bij aangetekende brief ter kennis gebracht van de meerderjarige leerling of van de ouders van de minderjarige leerling.

Er wordt melding in gemaakt van het bestaan van het recht op beroep en van de wijze waarop dit dient te gebeuren.

De ouders van de uitgesloten leerling kunnen deze inschrijven in een andere school zolang deze schoolplichtig is.

De directie van de instelling en het psycho-medisch-sociaal centrum dat instaat voor de sociale begeleiding dragen, in de mate van het mogelijke, bij tot de re-integratie van de uitgesloten leerling op school.

Art. 20. Indien het belang van de instelling dit vereist kan het schoolhoofd, als voorzorgsmaatregel, in afwachting van de afloop van de procedure voor een definitieve uitsluiting, de toegang weigeren tot de instelling aan de leerling die er het voorwerp van uitmaakt.

Van deze beslissing moet kennis worden gegeven aan de leerling of aan zijn ouders, indien deze minderjarig is, hetzij bij aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs, aan de leerling of aan zijn ouders, indien deze minderjarig is, die door de ondertekening ervan erkennen hier kennis van genomen te hebben.

Deze beslissing kan niet uitgesproken worden voor een termijn langer dan een maand.

HOOFDSTUK V. — Beroep bij definitieve uitsluiting

Art. 21. Er kan een beroep worden ingediend bij de Minister, Lid van het College belast met onderwijs, tegen de beslissing van het schoolhoofd tot definitieve uitsluiting.

Dit beroep moet met redenen omkleed zijn en vergezeld van een verslag.

Dit beroep en het verslag moeten worden ingediend binnen de vijftien kalenderdagen vanaf de kennisgeving van de beslissing door het schoolhoofd.

Zij moeten bij aangetekend schrijven worden verstuurd naar het schoolhoofd en deze zal ze onmiddellijk, samen met het disciplinair dossier, overmaken aan het Bestuur dat verslag zal uitbrengen aan het Lid van het College belast met onderwijs.

Dit beroep is niet opschortend voor de beslissing van definitieve uitsluiting.

Art. 22. De Minister spreekt zich uit over het beroep binnen de twee maand na de indiening ervan.

Na deze termijn wordt het beroep geacht verworpen te zijn.

HOOFDSTUK VI. — Opheffings- en overgangsbepalingen

Art. 23. Artikelen 41 tot 54 van het reglement van de Provincieraad van Brabant van 27 april 1993 houdende de algemene organisatie van de gewestelijke Franstalige onderwijsinstellingen, worden opgeheven.

Art. 24. Nochtans moeten de procedures voor de toepassing van een orde- of tuchtmaatregel die werden genomen vóór het van kracht worden van onderhavig besluit, voortgezet worden volgens de bepalingen van het reglement van 27 april 1993 van de Provincieraad van Brabant.

HOOFDSTUK VII. — Eindbepaling

Art. 25. Het Lid van het College dat bevoegd is voor de in onderhavig besluit bedoelde materie, is belast met de uitvoering ervan.

Brussel, op 29 februari 1996.

Namens het College :

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

F. TOMAS,

Lid van het College, belast met Onderwijs

F. 96 — 1181 (96 — 878)

[31183]

29 FEVRIER 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 8 décembre 1994 fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des Organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, et modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 8 décembre 1994 fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des Organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 20 avril 1996, page 9482, dans le texte française, il y a lieu de lire à l'article 2 :

« l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 8 décembre 1994 » au lieu de « l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 5 décembre 1994 ».

VERTALING

N. 96 — 1181 (96 — 878)

[31183]

29 FEBRUARI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 december 1994 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie en tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 december 1994 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 20 april 1996, bladzijde 9482, in de Franse tekst, dient er gelezen te worden in artikel 2 :

« l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 8 décembre 1994 » in plaats van « l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 5 décembre 1994 ».